

Répression contre les indépendantistes basques par le gouvernement social-démocrate de l'Etat espagnol

Libération immédiate de tous les dirigeants de Batasuna ! Légalisation de Batasuna !

Le 4 octobre, la Audiencia Nacional (Audience Nationale), le tribunal des plus graves affaires criminelles de l'Etat espagnol, a arrêté la direction du parti politique Batasuna, un parti qui revendique l'indépendance de l'Euskadi (Pays basque). En riposte, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Bilbao ainsi qu'à Saint Sébastien. Le 7 octobre, Baltasar Garçon de l'Audiencia nacional a incarcéré à Madrid 17 des 23 personnes arrêtées, pour « appartenance à un groupe armé ». Le juge leur reproche leurs liens avec l'ETA (Euskadi ta askatasuna, Pays basque et liberté), l'organisation de guérilla nationaliste basque née en 1952 pour mener la lutte armée contre la dictature de Franco.

À partir de 2002, le gouvernement Aznar du parti bourgeois héritier du franquisme, le PP (Partido popular, Parti populaire), a persécuté toute expression politique et culturelle basque. Le juge Garçon était déjà à l'origine de la mise hors-la-loi de Batasuna, en 2002, ce qui a interdit à ce mouvement politique de participer aux élections municipales, alors qu'il avait rencontré un écho significatif lors des consultations précédentes. L'Audiencia Nacional s'abritait derrière la loi du 4 juin 2002, par laquelle les Cortes (l'assemblée des députés) ont voté une loi antidémocratique qui permettait l'interdiction de tout parti par le gouvernement et les tribunaux de la monarchie sous prétexte qu'il préconise la violence.

En mars 2004, trois jours avant les élections générales, un réseau islamiste d'Al-Qaida fit sauter plusieurs trains de banlieue de Madrid, tuant 200 personnes et blessant 1 400 autres. Le gouvernement Aznar, avait alors accusé, malgré les démentis de Batasuna, l'ETA. Le mécontentement des travailleurs et des jeunes, cible des attentats réactionnaires et de la politique du PP, s'exprima sous forme des manifestations de plus en plus massives, accusant le Premier ministre de mensonge et s'en prenant aux locaux du PP. Plus tard, il est apparu que le réseau islamiste était truffé d'indicateurs et avait des liens avec la police.

Les élections législatives allaient sauver l'Etat espagnoliste et monarchiste d'une grave crise et donner une victoire éclatante au principal parti ouvrier traditionnel, le PSOE (Partido socialista obrero español, Parti socialiste ouvrier espagnol). Le gouvernement Zapatero a depuis gouverné au compte de la bourgeoisie espagnole, comme son prédécesseur dans la fonction de premier ministre « socialiste » de Juan Carlos, Felipe Gonzales.

L'intensification de la répression envers l'aile radicale du nationalisme basque a été précédée de pressions contre les nationalistes catalans qui osent remettre en cause la monarchie si chère à l'Eglise catholique et au PP comme au PSOE et au PCE (Partido comunista español, Parti communiste espagnol). Deux militants catalans sont poursuivis en justice pour « injure grave » à la couronne : ils avaient brûlé des portraits du roi Juan Carlos, le 13 septembre, lors d'un déplacement du monarque à Gérone. Ricardo Blazquez, évêque de Bilbao, s'est cru obligé de déclarer le 1^{er} octobre « proche » de la famille royale « non seulement d'un point de vue personnel, mais aussi au nom de l'institution que je représente ». La monarchie est un legs de Franco, installé avec le soutien total du PSOE et du PCE qui avaient déjà tant fait en 1936 et en 1937, avec l'aide de la CNT, contre la révolution prolétarienne et ainsi contribué à la victoire des fascistes.

Le PP s'est ouvertement réjoui de l'arrestation policière des militants basques par le gouvernement PSOE :

Le chef du PP, Mariano Rajoy, a qualifié de « bonne nouvelle » l'opération et a dit, en se référant au gouvernement, que « la sagesse consiste à rectifier ses erreurs ». (El País, 6 octobre 2007)

Si le gouvernement PP avait refusé toute négociation, le gouvernement PSOE fit des ouvertures pour désarmer l'ETA comme le gouvernement Labour y était parvenu avec l'IRA. L'ETA déclara en mars 2006 un cessez-le-feu, qui permit d'ouvrir des négociations, même si Zapatero refusait d'aborder la question de l'indépendance. Mais l'ETA a rompu la trêve le 6 juin 2006, parce que les discussions avec le gouvernement Zapatero ne débouchaient sur rien, en particulier aucune amélioration du sort des 700 prisonniers politiques basques. En mars 2007, quand les indépendantistes ont voulu constituer un parti qui s'engageait dans ses statuts à utiliser « exclusivement les moyens politiques démocratiques », le gouvernement Zapatero l'en a empêché. Par conséquent, de nouveau, en mai 2007, ils n'ont pas pu participer aux élections municipales. En juillet 2007, un des principaux artisans du « processus de paix », Arnaldo Otegi, fut inculpé de terrorisme et emprisonné.

Le marxisme n'a rien de commun avec le chauvinisme espagnoliste des directions sociale-démocrate (PSOE) ou post-staliniennes (PCE), agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, ni avec les nationalismes basque bourgeois (PNV) ou petit-bourgeois (ETA, Batasuna), qui prétendent que leur peuple ne connaît pas la lutte entre les classes et nient que le maintien des oppressions contemporaines, y compris l'oppression nationale, est lié à la propriété

privée des moyens de production. L'ETA d'après Franco a perdu une grande partie de son soutien populaire en assassinant d'autres Basques en désaccord avec l'indépendance ou les attentats, parfois ses anciens cadres. Elle divise le prolétariat et a plus d'une fois frappé des salariés : par exemple, le 30 décembre 2006, l'ETA fit exploser une bombe sur le parking de l'aéroport de Madrid qui a tué deux travailleurs immigrés.

Mais le prolétariat doit défendre les libertés démocratiques que tous les États bourgeois restreignent au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Il doit relever le drapeau des revendications démocratiques abandonnées par la bourgeoisie sénile, comme la république, la laïcité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour unifier le prolétariat de l'État espagnol contre la monarchie d'origine franquiste, contre l'État bourgeois, contre la bourgeoisie, tout le mouvement ouvrier espagnol (PSOE, PCE, UGT, CCOO...) doit se prononcer pour la libération des dirigeants arrêtés, la levée de l'interdiction de Batasuna. Le mouvement ouvrier de France et celui de l'État espagnol doivent se prononcer pour la libération des prisonniers politiques basques des prisons espagnoles et françaises, contre la collaboration des polices. Les militants de base du PSOE, du PCE, des centrales syndicales (UGT, CCOO...), les travailleurs de tout l'État espagnol doivent rompre avec la politique de soutien à la monarchie et aux institutions répressives qui divisent la classe ouvrière et l'affaiblissent. Ils doivent appuyer le droit des Basques des deux côtés de la frontière de déterminer leur sort, jusqu'à la création, s'ils le désirent, d'un État basque séparé.

L'alliance ouvrière, l'unité ainsi réalisée du prolétariat renversera la monarchie franquiste, de disperser ses forces de répression et de dissoudre ses tribunaux répressifs. Le prolétariat, en prenant la tête de tous les opprimés, séparera l'Église de l'État, instaurera une république des travailleurs, permettra aux peuples d'Espagne de décider de leur sort librement, sur les ruines de l'État bourgeois, en expropriant les grands groupes capitalistes, en édifiant la fédération socialiste ibérique et en ouvrant la voie aux États-Unis socialistes d'Europe.

Pour cela, les travailleurs ont besoin d'un autre parti que les réformistes, que les nationalistes basques ou catalans ; ils ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire qui rassemble l'avant-garde de tout l'État espagnol et qui la lie aux travailleurs conscients du Portugal, de France, du Maroc par une internationale ouvrière révolutionnaire.

Liberté pour Batasuna ! Abrogation de la loi des partis politiques ! Libération inconditionnelles de tous les prisonniers politiques ! À bas la monarchie ! Fédérations socialiste ibérique !

10 octobre 2007

Collectif Révolution Permanente, DNK Autriche